

“ L'AFRIQUE N'EST PAS SEULE À VOULOIR BÉNÉFICIER DES RETOMBÉES D'UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE ” - BOURGON

*L'honorable Jocelyne Bourgon, présidente en exercice du Centre canadien de Gestion (CCG), fait office de Rapporteur général pour la Deuxième Conférence régionale internationale de l'IISA, qui se tiendra à Yaoundé, au Cameroun, du 14 au 18 juillet. En avril, le Premier ministre du Canada l'a nommée présidente émérite du CCG à compter du 16 juin pour faire coïncider cette nomination avec une affectation internationale. Elle a écrit ce document exclusivement pour le bulletin de l'IISA. Il traite de sa façon de voir le contexte de notre conférence, la première à avoir lieu en Afrique sub-saharienne et qui s'institue **La gouvernance partagée: la lutte contre la pauvreté et les exclusions.***

Menaces et réactions

La Deuxième Conférence Régionale Internationale de l'IISA survient à un moment crucial dans les relations internationales, où la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale mobilisent une attention accrue. Au nombre des facteurs qui ont contribué à cette atmosphère, il y a la prééminence d'États récemment effondrés, la prise de conscience grandissante des menaces transnationales comme le VIH/Sida et le changement climatique, et l'impulsion donnée par de récents engagements clés pris par la communauté internationale pour lutter contre la pauvreté. À cet effet, mentionnons notamment le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il s'agit d'une déclaration sans précédent faite par les dirigeants africains en 2001 dans le but de consolider la démocratie et la bonne gestion économique, et de promouvoir la paix, la sécurité et le développement axé sur les populations. Là, où il y a une menace, une réaction est nécessaire.

La conférence, qui aura lieu à Yaoundé, Cameroun, du 14 au 18 juillet, fait partie de cette réaction et les participants à la conférence partagent avec le NEPAD le sens que ce dernier a donné à sa mission. Elle aura une grande signification au regard des défis que sont la pauvreté et l'exclusion pour l'Afrique. Les réalités contemporaines de la "gouvernance partagée" présenteront un intérêt pour tous les participants, quelle que soit leur région du monde. Tous les praticiens de l'administration publique doivent comprendre aujourd'hui l'interdépendance des institutions publiques à tous les échelons ainsi que les responsabilités capitales d'une société civile en plein essor. Et l'Afrique n'est pas seule



parmi les continents à vouloir bénéficier des retombées d'une gouvernance partagée. On s'inspirera énormément des pratiques exemplaires des uns et des autres, et on apprendra comment les techniques et les pratiques de la bonne gouvernance peuvent contribuer à réduire la pauvreté.

Préparatifs de la conférence

Les préparatifs de la conférence vont bon train. Grâce à l'aide inestimable de mes collègues rapporteurs, nous avons déjà reçu plus de 80 propositions. Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative du Cameroun consacre une énergie considérable à l'organisation logistique de cet événement et donnera le coup d'envoi cérémonial de la conférence durant la deuxième rencontre pré-conférence des rapporteurs les 22 et 23 mai au Palais des Congrès de Yaoundé où nous nous réunirons en juillet.

Nouveau plan d'action pour de nouveaux défis

Les tendances en matière de développement laissent présager une nouvelle façon de combattre la pauvreté et l'exclusion. Il s'agit d'une démarche qui accorde une grande priorité aux institutions démocratiques efficaces et aux pratiques de bonne gouvernance, tout en prenant en considération le fait

qu'aucun acteur qui fonctionne seul - que ce soit l'État, les organisations supranationales ou la société civile - n'a le pouvoir de surmonter ces problèmes. Le plan d'action pour la gouvernance a pris de l'expansion si bien qu'il comporte maintenant des facettes nouvelles et est devenu plus complexe. Nous avons beaucoup à apprendre et à échanger à ce chapitre. Au plaisir de vous voir à Yaoundé!

**DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE INTERNATIONALE
YAOUNDÉ (CAMEROUN), 14-18 JUILLET 2003**

**GOVERNANCE PARTAGÉE :
LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES EXCLUSIONS**

pour tout renseignement: Catherine Coninckx: tél.: 32/2-536.08.83 - coninckx@iiasisa.be

HEBERGEMENT

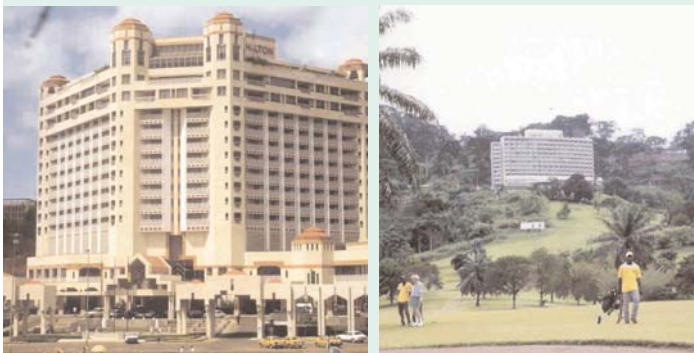
L'Agence de Voyage et de Tourisme "Cameroun Rev'Tours" a été désignée pour l'organisation des voyages internationaux et les excursions, l'accueil et l'hébergement des participants.

Contact:

CAMEROUN REV'TOURS

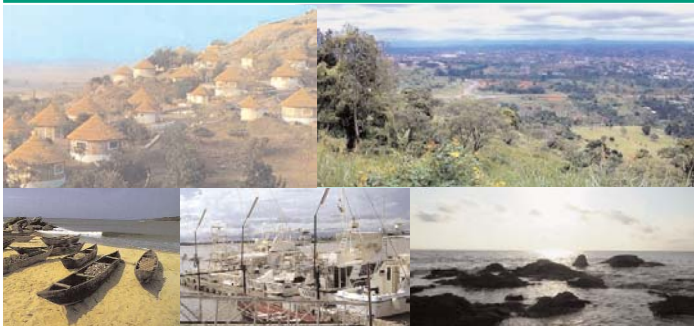
B.P. 3637 DOUALA - CAMEROUN, Tél: (237) 342 10 05, Fax: (237) 343 68 41, E-mail: camrevtours@camnet.cm, Web: <http://www.camerouninfo.cm>

CRTE (CAMEROUN REV'TOURS EUROPE), 2 rue Frédéric Chopin, F-93420 Villepinte -FRANCE, Tél.: 33/1-49 63 20 26, Fax: 33/1-49 63 20 95, E-mail: cameroun.rev.tours@wanadoo.fr



Le Hilton (à gauche) et l'hôtel Mont Febe (à droite) sont deux des lieux de séjour sélectionnés par l'agence de voyage pour notre Conférence de Yaoundé. Des chambres sont également disponibles aux hôtels Députés, Mercure et Somatel.

EXCURSIONS POST-CONFERENCE



L'Agence de Voyage "Cameroun Rev'Tours" propose aux participants de notre Conférence les excursions suivantes:

Yaoundé - Kribi - Lobé - Parc National de Campo-Ma'an-Yaoundé (3 jours), séjour balnéaire et écotouristique.

Yaoundé-Douala-Limbé-Buëa-Yaoundé (3 jours), séjour balnéaire et écotouristique.

Yaoundé-Bafoussam-Dschang-Foumban-Yaoundé (3 jours), séjour culturel.

Yaoundé-Maroua-Waza Rhumsiki-Yaoundé (4 jours), safari.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Rapporteur Général : Madame Jocelyne Bourgon, Présidente du Centre canadien de Gestion (ancien Secrétaire du Cabinet)

Ateliers et Rapporteurs :

Rôle, stratégie et moyens des institutions et des pouvoirs publics - Lucien Kombou, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Rôle et responsabilité des citoyens, des acteurs et groupes sociaux- Abdulrahman Bin Ahmed Higan, Institute of Public Administration (Arabie Saoudite)

Rôle, responsabilité et stratégie des organisations internationales et régionales - Pedro Enrique Andrieu (Argentine)

Rôle et responsabilité des collectivités locales et autres - Michiel De Vries, Université de Nijmegen (Pays-Bas)

Une cérémonie officielle de lancement de la Conférence se tiendra à Yaoundé le 23 mai prochain. Elle coïncidera avec la deuxième réunion des Rapporteurs au cours de laquelle on procédera à la sélection des communications qui feront l'objet d'une présentation orale.

PANELS

Panel "Afrique" - La société civile peut-elle être un partenaire efficace de la lutte contre la pauvreté et les exclusions en Afrique ?

Panel "ONU" - Reconstruire la gouvernance et l'administration publique pour un développement durable et la paix

Panel "RISA" - Partenariat public-privé revu: apprentissage pour la future Gouvernance

VOYAGE

Vols vers Yaoundé: Cameroun Rev'Tours a négocié des tarifs de groupe au départ de la France, de la Belgique et de la Suisse pour des départs prévus les 11, 12 et 13 juillet. Cependant, pour pouvoir bénéficier de ces tarifs spéciaux, il est impératif d'effectuer vos réservations au plus tôt, les vols du mois de juillet étant très courus.

Visa: Veuillez réserver votre hôtel avant d'effectuer votre demande de visa. L'Ambassade en demandera en effet une preuve. N'oubliez pas de vérifier la date d'expiration de votre passeport. Celui-ci devra encore être valable six mois après votre départ du Cameroun. Pour les participants où il n'y a pas de représentation diplomatique, les visas seront délivrés à l'aéroport. Les participants devront cependant être en possession d'une lettre officielle d'invitation à la Conférence.

Accueil: Une cellule d'accueil sera en place aux aéroports de Douala et de Yaoundé du 12 au 14 juillet. Des navettes de bus, au départ de l'aéroport de Yaoundé, assureront le transfert vers les hôtels, à la charge des participants (7,62 euros aller simple). Au départ de l'aéroport de Douala, une navette vers Yaoundé et les hôtels sera assurée en fonction de la demande et Cameroun Rev'Tours vous communiquera le tarif sur demande.

Transport: Des navettes de bus, au départ des hôtels assureront le transfert vers le lieu de la Conférence.

Club Accès: Nous avons reçu plus de 60 candidatures. Le Cameroun et l'IISA sont actuellement en train d'attribuer les fonds. Les candidats pour cette subvention sont originaires des pays suivants: Afrique du sud, Albanie, Algérie, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brésil, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Inde, Lituanie, Mali, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigeria, Ouganda, Philippines, Roumanie, Rwanda, Singapour, Tanzanie, Vietnam et Zimbabwe. Des fonds supplémentaires nous sont parvenus de partenaires et sponsors du Club Accès tels que le Canada, la Banque Mondiale, le Commonwealth Secretariat et l'UNDESA. Nous prévoyons que d'autres gouvernements et partenaires joueront un rôle en nous aidant à accueillir les personnes adéquates à Yaoundé. La liste complète des bénéficiaires des fonds Club Accès sera publiée dans la prochaine Lettre d'information.

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE FACE AUX DÉFIS DE L'INÉGALITÉ ET DE L'EXCLUSION

Dans la lignée du thème de Yaoundé - la lutte contre la pauvreté et le rôle de l'Administration publique - nous sommes heureux de publier un article inédit de Bernardo Kliksberg, l'un de nos plus éminents experts d'Amérique latine en ce domaine. M. Kliksberg sera le Rapporteur de la Conférence de l'AIEIA en septembre prochain.

Dans le monde en voie de développement, chaque minute qui passe voit une mère mourir en donnant naissance à son enfant. Chaque jour, 30.000 enfants décèdent des suites de causes liées à la pauvreté. Trois milliards de personnes vivent dans la pauvreté et 1,2 milliard dans une pauvreté qualifiée d'extrême. Huit cent millions de gens souffrent de la faim; un milliard n'a pas accès à l'eau potable et 2,2 milliards vivent sans installations sanitaires. Les "Objectifs du Millénaire" établis par l'ONU pour 2015 sont mis en péril dans 86 pays et plutôt que de se rapprocher de ces objectifs, de nombreux pays s'en éloignent toujours davantage.

L'inégalité sans cesse plus dramatique est une des explications essentielles à cette situation. Les révolutions technologiques récentes ont multiplié la production mondiale brute, mais les gouffres profonds entre nations, entre régions et à l'intérieur des pays ont empêché les pauvres d'en bénéficier. L'Amérique latine, continent sur lequel l'inégalité règne en maître, en est l'exemple typique. Malgré ses richesses naturelles immenses, la moitié des 525 millions d'habitants y vit dans la pauvreté et les chiffres ne cessent d'augmenter.

Selon les Nations Unies, l'inégalité dans le monde est "presque grotesque". Les 20% les plus riches détiennent 86% du produit mondial brut, 95% du crédit, 82% des exportations et 60% de l'investissement à étranger. Les 20% les plus pauvres quant à eux, possèdent moins d'un pour cent de tout cela. Les trois personnes les plus riches au monde jouissent de biens dont la valeur dépasse le produit national brut des 48 pays les plus pauvres rassemblés.

Nouvelles attentes

Dans un monde où les capacités de production sont multipliées, où la démocratisation est accrue et où l'opinion publique réclame des changements, naissent de nouvelles attentes du rôle de la gestion publique. La situation a changé puisqu'il y a des dizaines d'années, on croyait fermement que l'État seul pouvait résoudre les problèmes du développement. Plus récemment, on considérait que le marché à lui seul pouvait provoquer le développement et les États étaient réduits de taille tandis qu'un grand nombre de leurs fonctions primaires disparaissaient.

Aujourd'hui, le monde en développement revendique toujours davantage la reconstruction de l'État, mais attend de celui-ci un profil nouveau : décentralisé, pratique, sans corruption, bien géré. Il proclame haut et fort avoir besoin de directives publiques garantissant à chacun des droits élémentaires tels que la nutrition, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services les plus fondamentaux. Cette nouvelle vision de l'État implique un rôle plus important pour la société qui doit fournir capital social, travail bénévole, responsabilité sociale collective et doit permettre une participation au pouvoir des communautés plus pauvres. C'est en s'inspirant de cette vision innovée que Lula, le nouveau Président du Brésil (un pays de 176 millions d'habitants) a lancé un programme à échelle nationale appelé " Zéro Famine " visant à faire de ces idées une priorité nationale et à recourir à un soutien aux niveaux national et international.

Le rôle de l'AIEIA

Pour que l'administration publique remplisse ses nouveaux rôles, les ressources humaines doivent bénéficier d'une bonne formation dans la gestion publique et sociale et des plans de carrière dans l'administration doivent être mis au point. Sans cela, même les politiques les mieux pensées seront vouées à l'échec. Nous en venons ainsi au rôle de l'AIEIA. Une collaboration active pour soutenir la création d'écoles d'administration publique, pour améliorer les universités, pour faire profiter d'expériences plus poussées et pour générer des formes de coopération Nord-Sud, peut faire une différence énorme pour le monde en développement.

La prochaine Conférence de l'AIEIA sur "l'administration publique face aux défis de l'inégalité et de l'exclusion" qui se tiendra à Miami, sera l'occasion parfaite de renforcer ces lignes d'action. Des opportunités incroyables sont créées dans le domaine administratif par les progrès technologiques et une grande partie de la population mondiale reste pourtant exclue de ses bienfaits tandis que les privations énormes qu'ils endurent rendent la vie quotidienne de milliards de personnes misérable. Les décennies à venir devraient prévoir le scénario d'une lutte plus soutenue du genre humain pour renverser l'exclusion et l'inégalité et l'administration publique peut jouer un rôle décisif dans cette lutte. Le temps est compté. Le Pape Jean Paul II l'a signalé lui-même, "la pauvreté est une question urgente qui ne peut attendre".



Bernardo Kliksberg
Conseiller Spécial des Nations Unies

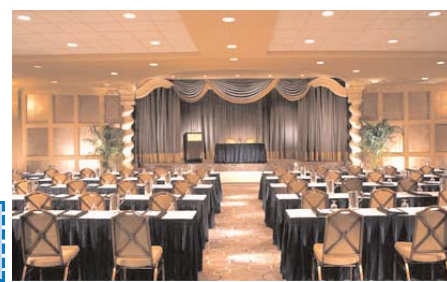


DROITS D'INSCRIPTION

Membres *	310 €
Non-Membres*	460 €
Pays Hôte (non-membres)	310 €
Amérique latine et Caraïbes*	310 €
Accompagnants	195 €

A RETENIR

Projets de communications: 01/06/03
Textes complets: 01/08/03



Une réduction de 50€ sera accordée aux participants* qui auront payé leurs droits d'inscription **avant le 1er juillet**. Par contre un **supplément de 100€** sera compté aux participants* qui n'auront pas payé leurs droits d'inscription **au 1er septembre**.

Nous attirons votre attention sur le fait que les communications NE SERONT PAS FOURNIES sur le lieu de la conférence. Toutes les communications envoyées à l'AIEIA dans le format approprié avant le 1er août seront accessibles sur le site web de l'AIEIA dès le 15 août. Les auteurs de communications qui n'auront pas été reçues en temps voulu devront apporter à Miami un nombre suffisant de copies pour tous les participants.

Deuxième Conférence Braibant

La **Deuxième Conférence Braibant** a eu lieu le mercredi 26 mars 2003, à 19h, dans les locaux de l'IISA à Bruxelles. Le célèbre professeur allemand **Klaus König**, ancien Vice-président de l'Institut pour l'Europe de l'Ouest, a donné une conférence intitulée "**De la typologie de l'administration publique**" face à un public attentif d'experts et de praticiens que nous avons invité. Nous publierons le texte de sa conférence dans la Revue Internationale des Sciences Administratives et dans une brochure en édition limitée. En voici un échantillon:

L'administration dans les temps modernes: administration bureaucratique

La classification en types est une méthode scientifique très répandue en sciences sociales. Nous l'utilisons lorsque nous parlons d'économie de marché vs économie planifiée, de société agraire vs société industrielle, etc. Les allégations scientifiques à l'égard de ces typologies varient fortement. A la base, l'intention est d'agencer des formes concrètes dans des catégories conceptuelles. En science administrative, la méthode " idéaltype " de Max Weber a une grande influence. Pourtant, Weber lui a laissé une telle latitude que l'attention peut se porter aussi bien sur le domaine de l'expérience externe acquise par l'observation, les mesures et les expériences, que sur le monde de la pensée, des idées et de l'idéalité.

Pour certains, le type idéal est donc un terme empirique et pour d'autres, une catégorie de rectitude objective. (...) Concernant les sciences administratives, le concept de la bureaucratie n'est pas synonyme d'un modèle directif et rationnel d'administration "correcte". Ce serait plutôt que les éléments individuels ont été soustraits de la réalité historique. (...) Le point saillant est de déchiffrer la rationalité du système de l'administration publique occidentale dans les temps modernes, sur la base du matériel illustratif historique. Nous devons dégager les principes structurels et fonctionnels qui forment l'ordre intérieur de l'administration moderne et prouver les liens unissant les codes de conduite institutionnels et l'environnement administratif - les marchés réglementés par exemple. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de l'apogée de la réalité ni d'une allégation de rectitude. Mais cet exercice révèle un potentiel qui pourrait servir de point de référence pour l'évaluation et la comparaison - *tertium comparationis* - des administrations publiques concrètes et reconnaissables.



Pour de plus amples informations sur la publication de ce texte, veuillez contacter Cécile Poupart (poupart@iiasi.be). L'Institut remercie l'ambassade allemande pour son soutien à l'organisation de l'évènement.

GRUPE EUROPÉEN D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

CONFÉRENCE ANNUELLE, OEIRAS (PORTUGAL), 3-6 SEPTEMBRE 2003

pour tout renseignement: **Fabienne Maron**: tél.: 32/2-536.08.84 - geapegpa@iiasi.be

DROIT PUBLIC ET MODERNISER L'ETAT

Deux discours liminaires seront donnés par le **Professeur Luís Valadares Tavares**, Président de l'INA et le **Prof. Dr. Jacques Ziller**, Institut Universitaire Européen, Florence

Deux sous-thèmes seront abordés: I. Droit public et Modernisation de l'Etat; II. Innovation dans les organisations publiques.

DROITS D'INSCRIPTION

Membres & Europe centrale et orientale*	280 €
Non-Membres*	410 €
Pays Hôte	155 €
Accompagnants	130 €
Doctorants	100 €

Une réduction de 50€ sera accordée aux participants* qui auront payé leurs droits d'inscription avant le 1er juillet 2003. Par contre un supplément de 100€ sera compté aux participants* qui n'auront pas payé leurs droits d'inscription au 1er septembre 2003.



Le Palais des Marquis de Pombal abrite les locaux de l'INA à Oeiras et accueillera la prochaine Conférence du GEAP en septembre

A noter:

Un panel sur la Gouvernance portugaise présidé par **Isabel Corte Real** aura lieu le jeudi 4 septembre

DATES IMPORTANTES

Envoi des propositions de communication	31/05/03	Envoi des bulletins logement	01/06/03
Textes complets	01/07/03	Envoi des bulletins d'inscription	01/07/03

DÉPLACEMENTS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

France - le 31 janvier, le Directeur général s'est rendu à Paris, où il a eu l'honneur de déjeuner avec **M. Guy Braibant**, ancien Président et Directeur général de l'IISA, et de discuter avec **M. Michel Franc** du Conseil d'État et **Mme Hélène Gisserot**, Procureur général à la Cour des comptes, tous deux membres du Comité exécutif de l'Institut.

Brésil - en raison du départ de la Secrétaire exécutive de l'AIEIA, l'Institut a dû fournir le soutien administratif et logistique pour la réunion du Conseil de gestion de l'AIEIA, prévu à Rio du 8 au 13 février 2003. Le Directeur général a participé aux discussions de l'AIEIA et a rencontré les collègues de la Fondation Getulio Vargas, l'une des principales écoles d'administration publique du Brésil et d'Amérique latine, ainsi que son Président, **M. Carlos Ivan Simonsen Leal**, et le Directeur de EBAPE, le Professeur **Bianor Cavalcanti**.

Corée du sud - le Comité exécutif a donné au Directeur général l'instruction de rendre une visite de prospection à l'ICAP de Séoul, qui a offert d'accueillir le Congrès 2004 de l'Institut et de l'AIEIA. C'est ce qu'il a fait du 16 au 21 février 2003. Durant cette visite très satisfaisante, entièrement financée par l'ICAP, il a séjourné au Coex International Hotel et Conference Center et fut accueilli par le Président **Hwang** de l'Institut coréen d'administration publique. Il a également rencontré le Ministre de l'information et des communications, **M. Sang-Chul Lee**, et le Vice-ministre du gouvernement et des Affaires internes, **M. Cho Young Taek**.

États-Unis - entre le 5 et le 9 avril, le Directeur général a représenté l'Institut à New York lors de la deuxième rencontre du Comité des Experts en administration publique des Nations Unies. Le Président **Atangana Mebara** ainsi que les Présidents du GEAP et de l'AIEIA, **Werner Jann** et **Allan Rosenbaum** étaient également présents pour représenter l'Institut. Sous la direction de **M. Guido Bertucci**, les participants ont discuté des objectifs du millénaire des Nations Unies en rapport avec notre domaine de l'administration publique.

Inde - Le Directeur général a été invité par le Professeur **Kuldeep Mathur**, de l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi, qui est aussi Directeur du Centre pour l'étude du droit et de la gouvernance, pour donner une conférence sur la poursuite des réformes dans l'administration publique en Inde (conférence qui a eu lieu les 24 et 25 avril). Il y a également rencontré le **Dr Vivek Agnihotri**, membre du Comité Exécutif de l'IISA, **M. A.K. Agarwal**, **Mme Shiela Dixit**, ministre de Delhi et le secrétaire de Delhi, **Mme Shailaja Chandra**, le Professeur **Jim Bjorkman** de l'Institut International des Études Sociales à la Haye et **M. Herbert Traxl**, ambassadeur d'Autriche en Thaïlande.

RÉUNIONS STATUTAIRES

Les organes statutaires de l'IISA se sont réunis à Bruxelles les 26, 27 et 28 mars 2003. On retiendra notamment la nomination de **M. Alejandro Carrillo Castro** comme nouveau membre du Conseil Scientifique et l'adhésion de **M. Khai Leong Ho** de Singapour, ainsi que la création d'un nouveau groupe de travail sur le thème "**Administering Global Governance**" (titre provisoire). Une première réunion de ce groupe devrait avoir lieu à Yaoundé.

GROUPES DE TRAVAIL

Nouvelles Technologies et Administration publique. La quatrième réunion du Groupe a eu lieu à Saint Marin les 7 et 8 mars 2003. Les objectifs de cette réunion étaient d'évaluer les résultats de l'enquête menée, d'analyser le contenu des rapports et de définir la structure de la publication. L'ouvrage comprendra deux parties: une première sur le thème de l'usage des Nouvelles technologies de l'information et de la communication et leurs impacts sur l'Administration publique et une seconde sur les technologies de l'observation de la terre et l'usage de la technologie des satellites en Administration publique. La publication du Groupe de travail sera présentée durant le Congrès de l'IISA qui aura lieu en Corée en 2004.

Histoire de l'Administration. En coopération avec l'Université de Malte, le Groupe de travail s'est réuni cette année à Ta'Xbiex, Msida, Malte, le 5 avril. Le professeur **Godfrey Pirota** a accueilli le groupe. Pour la rencontre de Malte, chaque participant avait préparé une étude nationale préliminaire sur le thème de la gestion de l'eau, et celles-ci ont été présentées, examinées et discutées au cours de la rencontre.

Administration Supranationale. Le groupe se réunira à Frascati (Italie) les 5 et 6 juin à ESRIN, l'un des quatre établissements principaux de l'Agence Spatiale Européenne pour débattre du thème du séminaire de cette année: "privilèges et immunités des organisations internationales et de leur personnel dans un environnement changeant". Étant donné que les organisations internationales ont élargi la portée de leurs activités et qu'elles se sont, durant les dernières années, lancées dans des entreprises conjointes avec d'autres organisations internationales et des partenaires institutionnels ou privés, l'interface du droit institutionnel/international et national a soulevé des questions et dans certains cas a provoqué des différends. Lors de notre séminaire, nous nous intéresserons à certains des secteurs dans lesquels les conflits apparaissent régulièrement, notamment: les problèmes dans le droit de la famille; les règlements des conflits; les problèmes dans le secteur de l'emploi; et les problèmes liés aux taxes.

CONGRÈS DE SÉOUL

Le XXVIème Congrès International des Sciences Administratives se tiendra à Séoul, Corée, au Coex Centre, du 14 au 18 juillet 2004, sur le thème: **E-Gouvernance: défis et chances pour la démocratie, l'administration et le droit**

SOUS-THÈMES

- 1) E-Gouvernance et société civile: transparence et démocratie;
- 2) E-Gouvernance et gestion publique: organisation et procédures;
- 3) E-Gouvernance et perspectives pour les pays en transition et en développement;
- 4) E-Gouvernance et évolution du droit.

PUBLICATIONS

Cécile Poupart - tél.: 32/2-536.08.87 - poupart@iiasiisa.be

OUVRAGES PARUS

Sustaining Civil Service in Difficult Times / le maintien de l'administration publique en période de crise, sous la direction de Jocelyne Bourgon, publication conjointe IISA-Centre canadien de Gestion. Distribution: IISA, 2003, 72 pp., ISBN: 92-9056-123-3, Prix : 10,00 €

Grass-Roots Governance? Chiefs in Africa and the Afro-Caribbean - Case Studies, by Donald Ray and P.S. Reddy. Distribution: University of Calgary Press, 2003, 348 p., Prix: 49,95 CDN \$, publié en collaboration avec l'AIEIA. Les membres de l'Association bénéficient d'une remise de 25% à l'achat de cet ouvrage. Pour toute information: sboyle@ucalgary.ca

State Modernization and Decentralization Implications for Education and Training in Public Administration: Selected Central European and Global Perspectives, edited by Author/Editor: Allan Rosenbaum, Ludmila Gajdošova, 2003, ISBN: 80-89013-10-4, publié en collaboration avec l'AIEIA. Pour commander: nispa@nispa.sk

POUR RAPPEL: Governing Networks, EGPA Yearbook 2001, Vaasa Conference (Finland), **Editorial Committee: Prof. Ari Salminen, Prof. Erik-Hans Klijn, Prof. Wim van de Donk**, Volume 22 International Institute of Administrative Sciences Monographs, Distribution: IOS Press, 2003. 441 p. ISBN:1-58603-321-2, Prix: 90,00 €.

OUVRAGES À PARAÎTRE

Vers une gestion publique de qualité pour une croissance et un développement durables, Actes de la deuxième conférence spécialisée, New Delhi (Inde), IISA, 2003.

On the Typology of Public Administration, by Klaus König, Second Braibant Lecture, IIAS, 2003.

Windows on China, Edited by Margaret T. Gordon, Marie-Christine Meininger, Weilan Chen, IIAS-IASIA/CNSA Joint Publication, IOS Press, 2003.

CALENDRIER

22-23 mai, Yaoundé (Cameroun): lancement officiel de la Conférence de Yaoundé et deuxième réunion des Rapporteurs.

5-6 juin, Frascati (Italie): séminaire du Groupe de Travail "Administration supranationale" sur le thème "privilèges et immunités des organisations internationales".

14 juillet, Yaoundé (Cameroun): réunions statutaires de l'IISA (Conseil Scientifique, Comité de Rédaction, Comité des Finances et Comité Exécutif)

16 juillet, Yaoundé (Cameroun): réunion du Conseil d'Administration de l'IISA

4 septembre, Oeiras (Portugal): Comité de Direction du GEAP

14 septembre, Miami (Etats-Unis): réunion du Conseil de Gestion de l'AIEIA.

REVUE INTERNATIONALE
DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

Catherine Humblet: humblet@inwind.it

Sommaire du Volume 69 Numéro 1 mars 2003

Note du Rédacteur en chef - *Kenneth Kernaghan*

L'espace administratif européen d'un point de vue administratif allemand - *Heinrich Siedentopf & Benedikt Speer*

Les ministres "font" - ils une "différence" ? le style individuel des ministres dans le changement programmé de politiques publiques - *Pierre Chabal*

Les relations politique-administration : le cas de la ville du Cap - *Robert Cameron*

Réforme administrative et services publics locaux

Introduction - *Elisenda Malaret et Gérard Marcou*

La réforme de la gestion publique et le droit administratif dans le cadre de la prestation des services publics locaux - *John McEldowney*

L'évolution récente du droit des services publics locaux en France - *Jean Claude Douence*

La gestion des services locaux dans le système espagnol - *Luis Ortega*

ACTIVITÉS DES MEMBRES

La section nationale italienne de l'IISA a organisé le 14 mars dernier une journée d'études qui avait pour objectif la discussion des communications préparées par des professeurs et praticiens italiens pour la Conférence de l'IISA à Yaoundé. Cette journée intitulée "un regard italien sur la Conférence de l'IISA à Yaoundé" et présidée par le professeur **Mario Chiti**, Vice-Président de la section italienne, s'est tenue à l'Université de Pavie à l'invitation du professeur **Erminio Ferrari**, membre de la SN. Les quatre thèmes de la Conférence ont été traités respectivement par 1) **Fabrizio Fracchia**, Université Bocconi - Milan et **Rosario Ferrara**, Université de Turin; 2) **Aristide Police**, Université de Teramo et **Cristina Campiglio**, Université de Pavie; 3) **Erminio Ferrari**, Università de Pavie, **Giuseppe Sanviti**, Université de Parme et **Giancarlo Villela**, Parlement européen; 4) **Francesco Manganaro**, Université de Catanzaro et **Antonio Romano Tassone**, Université mediterranea di Reggio Calabria. Les travaux ont été conclus par **Giuseppe Cogliandro**, Membre de la section nationale.

Une publication est prévue et sera distribuée à la Conférence de Yaoundé. L'IISA se réjouit de l'initiative de la section nationale italienne qui permet une participation plus active aux travaux de l'IISA. La section nationale italienne a eu la même initiative avant la Conférence de New Delhi.